

La société de l'information et du savoir: réalité ou illusion?

Allocution tenue à la Grande Société de Berne le 17 mars 2004

par M. Georges Bindschedler

Mesdames, Messieurs les membres, chers amis,

À mi-chemin entre la première et la seconde phase du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) quelques réflexions s'imposent. Vous vous souvenez certainement qu'en décembre de l'année passée ce sommet s'est tenu à Genève et qu'il sera suivi l'année prochaine par un second à Tunis. A ce stade, je me permettrais d'apporter quelques remarques critiques.

Premièrement l'utilisation d'un cliché, d'un slogan comme description est généralement discutable. Est-ce que l'information ou le savoir sont vraiment des critères descriptifs de notre temps, de notre société? Personne aujourd'hui ne parle de société d'information pour caractériser la société européenne après l'invention de l'imprimerie par Gutenberg. Pourtant – toute proportion gardée – cette invention a apporté un bouleversement de la société européenne comparable aux effets des technologies de l'informatique et de la télécommunication de nos jours.

Nous sommes passés d'une économie agraire à une économie industrielle pour aboutir à une économie de services (tertiaire); celle-ci se transforme en société de loisirs après avoir créé un bien-être historiquement inégalé où le travail devient secondaire. Ce passage est accompagné d'une évolution technologique dans le domaine de l'informatique, de la communication, de la diffusion des données de toutes sortes, mais aussi d'une évolution technologique dans des domaines plutôt traditionnels et moins visibles comme les transports, le rail, l'automobile et l'aviation, qui eux aussi ont une part importante au développement d'une société de services et de loisirs. Ces développements technologiques, qui répondent aux besoins d'une société de services, représentent un aspect de cette économie tertiaire avancée.

Mais je ne nie pas qu'il y a actuellement une transformation fondamentale de la société et de l'économie occidentale. Le juriste et historien américain Philip Bobbitt nous propose de

comprendre notre époque comme le passage de l'Etat Nation à l'Etat de Marché, comme la victoire du système occidental libéral sur le système socialiste, comme la globalisation et la régionalisation au détriment du système national territorial. L'internationalisation inévitable de beaucoup de domaines politiques et économiques due aux technologies modernes demande de nouvelles réponses de la part des Etats. Une importance grandissante accordée aux forces du marché au partenariat entre Etats, société civile et secteur privé est une de ces réponses. D'ailleurs nous venons d'en faire l'expérience au Sommet Mondial sur la Société de l'Information organisé par les Nations Unies. C'est la première conférence internationale dépassant le cadre des gouvernements nationaux pour englober toutes les organisations intéressées telles que des organisations non-gouvernementales à vocation non-lucrative et des entreprises. 14'000 participants étaient présents au sommet, 250 présentaient et exposaient leurs produits et services. Le sommet présentait le caractère d'une foire internationale combinant politique et commerce. Cette formule fut un choix délibéré parce qu'il n'y a que le marché qui puisse répondre à la préoccupation principale de ce sommet, c'est-à-dire résoudre les problèmes du fossé numérique entre régions riches et régions pauvres du monde.

Parallèlement s'est tenue à Genève une autre conférence d'un type nouveau. Il s'agit de l'Initiative de Genève, une Conférence de Paix organisée par des privées. Des représentants Palestiniens d'une part et Israéliens de l'autre ont négocié un traité de paix. Les gouvernements impliqués étaient plutôt embarrassés. N'étant pas en mesure de trouver un accord dans le domaine de la guerre et de la paix qui était une des prérogatives de l'Etat national moderne, l'initiative est passée en mains privées.

La tendance vers l'Etat de Marché se manifeste dans les relations internationales avec l'unilatéralisme et la doctrine de prévention militaire adoptés par les Etats-Unis au détriment du droit international afin d'accroître l'efficacité de l'Etat dans son combat contre le terrorisme. Mais à l'intérieur des Etats libéraux occidentaux aussi nous assistons à une montée en puissance de l'efficacité de l'action étatique, évolution qui porte le nom de "new public management". Même dans le domaine de la sécurité et de la défense militaire l'on ne se gêne pas de faire la comparaison directe avec le monde des affaires: l'armée est dirigée par un comité de direction, une « Geschäftsleitung », on désigne un Chef « Unternehmensentwicklung » des forces terrestres, on parle de performance, d'efficacité etc. D'ailleurs on assiste à une privatisation des tâches militaires, de la logistique et de

l'instruction jusqu'au combat, partout dans le monde, conséquence logique du passage en Occident des armées de conscrits à des armées professionnelles.

Peut-être ces phénomènes ne sont-ils que passagers, et y voir une tendance historique est sans doute prématuré. Mais en évoquant ces aspects je veux dire qu'il y a des aspects tout autre et tout aussi importants que la communication et l'information qui affectent notre société.

Un point important et essentiel de la société de l'information est la quantité d'informations et la facilité avec laquelle cette information est accessible. Mais chacun de nous sait que la masse d'informations ne garantit nullement un niveau d'information supérieur. Etant donné le nombre croissant d'informations disponibles, la valeur informative, la pertinence et la substance de celles-ci tendent vers zéro. Le mathématicien anglais Mandelbrot nous l'a démontré par un exemple simple. Il s'est posé la question : combien de kilomètres mesure la côte de la Grande Bretagne ? En principe il y a deux méthodes de mesures extrêmes : ou bien on prend une carte géographique à grande échelle et l'on renonce à mesurer toutes les baies et détails de la ligne côtière, ou bien on utilise une carte détaillée et l'on mesure la ligne de la manière la plus exacte possible. Le résultat de cette dernière montre une ligne plus longue, plus exacte, mais les fautes de mesures s'accumulent de telle sorte que le résultat perd de l'importance, de la pertinence. En d'autres mots, il y a toujours, pour un résultat, une solution optimale et une solution maximale.

Notre société d'information a une tendance à la maximalisation bien que ce soit l'optimalisation qu'il nous faut viser. L'optimalisation sera toujours un processus de jugement. Prenons l'exemple des rapports annuels des sociétés cotées en bourse . Ces dernières années les lois et règlements sur les informations à publier dans ces rapports ont changé à un rythme accéléré mettant en cause la comparabilité des chiffres publiés. Au fur et à mesure que les chiffres perdaient leur comparabilité ils perdaient leur fiabilité et leur crédibilité. D'autre part une masse grandissante d'informations était présentée dans les annotations qui gagnaient de l'ampleur d'année en année. Mais ces annotations ne faisaient que brouiller l'image, ce surplus en informations se soldait par une perte de clarté et de pertinence de l'information. Le manque de comparabilité des chiffres permettait de moins en moins de se former un jugement; car un jugement repose sur l'expérience, sur la continuité de l'observation des faits historiques. Considérées de ce point de vue, l'affaire Enron ou l'affaire Parmalat ne sont plus dues au hasard.

Afin de pouvoir se former un jugement, il est nécessaire de connaître le mode fonctionnement des sources d'informations. La recherche d'informations dans Internet est facile, mais les résultats souvent sans grande valeur. Par exemple, un site internet sera présenté au haut de la page s'il est recherché fréquemment et s'il figure comme référence sur d'autres sites fréquemment utilisés. La connaissance de ce mode de fonctionnement peut être mis à profit par n'importe quel site. En plus, il existe des sites professionnels qui fonctionnent comme agents entre consommateur et producteur; de leurs côtés ces agents dépendent eux aussi d'agents qui leur garantissent une haute visibilité sur les sites de recherches comme google ou altavista. Aussi, la facilité avec laquelle une référence est accessible tend à l'uniformisation des informations et au recyclage d'informations. Ainsi la réponse d'une recherche ne rend pas caduque un jugement sur les sources, sur les références présentées.

Pendant la guerre du Vietnam le gouvernement américain tentait de minimiser les faits, de dissimuler la gravité de la situation, de cacher la vérité. Pendant la guerre d'Irak, que nous venons de vivre, le même gouvernement essaie de faire accepter la guerre par le public en exagérant les faits, en spéculant sur les capacités militaires irakiennes. Désormais la désinformation active – pour éviter le dur mot de mensonge - est devenu un moyen politique qui ne vise pas seulement l'ennemi mais aussi les alliés, la communauté internationale et – ce qui est problématique dans un Etat démocratique – les électeurs. L'usage de l'information et de la désinformation, appelé par euphémisme "newsmanagement", ne se limite plus aux seules fins militaires mais s'étend désormais au domaine politique.

De ce type de *newsmanagement* il n'y a qu'un pas jusqu'à la création de services permanents qui auraient pour mission d'attaquer sur le plan de l'information toute propagande ou information jugée anti-américaine en utilisant tous les moyens disponibles y compris la désinformation et la diffusion de fausses nouvelles. Heureusement que l'opposition politique a eu raison de ce projet officiel américain qui mettrait définitivement en danger la crédibilité d'un gouvernement d'un Etat qui se veut démocratique et qui se donne la mission de promouvoir la démocratie dans le monde.

Moins problématique mais tout aussi douteuse est la diffusion par des organisations privées politiques d'informations rectifiées dans le "bon" sens. Par exemple, des militants pro-israéliens corrigent systématiquement les dépêches des grandes agences mondiales comme

Agence France-Presse pour les envoyer à des journalistes du monde entier sans pour autant révéler clairement qu'il s'agit d'une dépêche modifiée. Souvenons-nous de ce que le physicien Georg Lichtenberg nous dit: "die gefährlichsten Unwahrheiten sind Wahrheiten mässig entstellt".

Dans ce contexte mentionnons également le contrôle des médias par le commandement militaire dans le Golfe lors de la guerre d'Irak en intégrant et incorporant des journalistes dans les unités militaires. Les images diffusées par ces journalistes présentaient une impression furtive du terrain mais aucune information de grande valeur. En dépendant pour leur protection des unités militaires qu'ils intégraient ils restaient le plus souvent à l'arrière et –par conséquent - il en résultait une mise en scène. A cela s'ajoutait la consigne de l'Etat-major américain obligeant les journalistes intégrés à ne pas révéler leurs positions et à ne pas entrer dans le détail des opérations. D'un point de vue qualitatif, il est peut-être plus honnête et plus informatif de laisser les journalistes faire leur travail en toute liberté et, d'autre part, de laisser les Etats-majors suivre les événements par des unités de propagande comme lors de la seconde guerre mondiale.

Il me paraît que ces derniers temps un nombre croissant de scandales a marqué les médias. Vous vous souvenez de la femme soldat américaine Jessica Lynch, dont les expériences vécues en Irak avaient été manipulées par le Pentagone pour en faire une héroïne, fait qui avait été dévoilé peu après par les médias. Mais le comble c'est que le journaliste, détenteur du prix Pulitzer, qui prétend avoir écrit la *vraie* histoire de Jessica Lynch et qui vient de publier son livre n'est autre qu'un des journalistes chassés par le New York Times pour avoir signé des articles de correspondants sans en révéler la source.

Les médias suisses n'échappent pas à ces problèmes. La NZZ am Sonntag a récemment été victime d'un journaliste qui fabriquait des interviews à l'instar d'un autre journaliste du New York Times dont les méfaits ont plongé ce dernier journal dans une crise profonde. Un journalisme plus agressif, plus émotionnel et plus moralisant, plus axé sur les protagonistes politiques que sur les faits, mettant l'accent sur le divertissement du consommateur, en un mot un journalisme moins rationnel et moins analytique est à l'origine de ces développements. Mais il n'y a pas que les journalistes et les médias qui sont responsables de ces effets douteux: la politique et les entreprises influencent les médias et les journalistes par leurs services de l'information et de Public Relation, elles créent ainsi des conditions favorables à un

journalisme moins critique, en le menaçant implicitement d'être exclu de sources d'information considérées comme vitales.

D'autres aspects caractérisent la société de l'information. Les moyens techniques modernes, la création d'images par ordinateur en particulier, ne se limitant pas au cinéma mais étant utilisée de plus en plus dans la production de documentaires, effacent les frontières nettes entre savoir scientifique et divertissement.

L'autocensure pratiquée par les médias dans des circonstances spéciales comme la guerre pour éviter la divulgation d'informations au profit de l'ennemi est contraire à la mission des médias et risque - appliquée systématiquement - d'être elle-même une source de désinformation. En ce qui concerne les images de guerre le dilemme est connu: faut-il préserver avant tout la sensibilité des spectateurs ou montrer la brutale réalité? On le sait, les médias américains ont choisi la première option pendant la guerre d'Irak, créant l'illusion d'une guerre chirurgicale propre et aseptique.

Mais l'autocensure est aussi une mesure de plus en plus discutée par les éditeurs de revues scientifiques afin d'éviter qu'il soit fait mauvais usage par des terroristes des découvertes scientifiques publiées. Ce n'est pas le seul domaine où la lutte contre le terrorisme risque de mettre en péril les acquis de notre société libérale comme la liberté intellectuelle et la libre circulation de l'information et de la créativité scientifique.

D'autres dangers guettent: Une oeillère idéologique ou religieuse de plus en plus marquée non seulement dans la politique d'Etats islamiques mais aussi des Etats libéraux démocratiques, les Etats-Unis en première ligne, et les tabous, auxquels nous nous soumettons de plus en plus, excluent souvent les débats. Prenez, pour exemple, la question de l'asile et de son abus en Suisse, un seul parti politique a osé la montrer du doigt sans que personne n'y fasse opposition; de même que la situation critique au Moyen-Orient où nous évitons de montrer du doigt la cause principale qui est la colonisation promue par l'Etat israélien, colonisation comparable à la colonisation européenne en Afrique ou à la colonisation du Far West Américain au 19^{ème} siècle.

Finalement la concentration des médias caractérise notre société de l'information. Depuis des décennies un cartel des grandes agences internationales fournissait la plupart des actualités.

Aujourd'hui un nombre croissant d'émissions et d'articles sont échangés entre groupes de médias uniformisant les contenus d'un média à l'autre. Prenez l'exemple de la course automobile de Formule 1: les grands journaux nationaux et régionaux se partagent un seul correspondant de sorte qu'il ne vaut pas la peine de lire l'article sur la dernière course dans la *Berner Zeitung* et dans la *Neue Zürcher Zeitung*: le contenu en sera le même. C'est cette concentration qui est peut-être plus dangereuse que la concentration et la consolidation de la propriété et du contrôle financier des médias; il va sans dire que cette concentration ne se révèle pas favorable aux nouvelles idées, ni à l'altérité des idées et des avis, ni au maintien de la diversité des sources d'information.

Du point de vue quantitatif nous sommes certainement une société de l'information ou une société du savoir. Du point de vue qualitatif, cependant, des doutes s'imposent. On peut se demander si ce n'est pas plutôt la désinformation qui caractérise notre société. Plus que jamais, il est important de connaître les sources des informations disponibles et le fonctionnement de ces sources, des médias au sens le plus large. La science des médias est – par conséquent – une discipline d'une grande importance politique - mais aussi scientifique, parce que la science n'échappe pas au problème que nous venons de mentionner - et la popularité grandissante de la science des médias auprès de nos étudiants est compréhensible et même souhaitable. Je terminerai donc sur un ton positif en constatant que l'humanité s'est finalement toujours efforcée d'obtenir les réponses appropriés aux défis du temps.

Je vous remercie.